

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/30911]

**27 AVRIL 2020. — Décret contenant le règlement définitif du
budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 2010 (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE. — SERVICES D'ADMINISTRATION
GENERALE DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

ANNEE BUDGETAIRE 2010

CHAPITRE I^{er}. — *Engagements effectués en exécution du budget*

§ 1^{er}. Fixation des crédits dissociés d'engagement

Article 1^{er}. Les crédits d'engagement alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 2010, s'élèvent à 87.125.000 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 2)

§ 2 Fixation des engagements à charge des crédits dissociés

Art. 2. Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 79.601.060,73 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 5).

Art. 3. Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 7.523.939,27 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 7). Conformément aux dispositions des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, ce montant est annulé. (annexe tableau 2.2.1 colonne 9).

§ 3. Fixation des fonds budgétaires (crédits variables) d'engagement

Art. 4. Les crédits variables d'engagement affectés pour les engagements de l'année budgétaire 2010 s'élèvent à 99.786.857,25 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 3).

Le solde de départ au 1^{er} janvier 2010, augmenté des réductions de visas sur années antérieures étant de + 77.017.918,61 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 2), le disponible en engagements à charge des crédits variables s'élève pour l'année 2010 à 177.388.839,33 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 4).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les articles 5,15,27, 39,40,et 47 du décret du 17 décembre 2009 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2010 ont autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 4. Fixation des engagements à charge des fonds budgétaires (crédits variables)

Art. 5. Les engagements de dépenses à charge des crédits variables d'engagement de l'année budgétaire 2010 s'élèvent à 93.568.090,65 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 5)

Art. 6. Par suite des dispositions contenues dans les articles 4 et 5 ci-dessus, le disponible en engagement – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 2010 à 83.820.748,68 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 6).

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE II. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget*

§ 1^{er} Fixation des recettes

Art. 7. Les prévisions de recettes en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 2010 à la somme de 7.938.825.000 euros (annexe tableau 2.2.2 colonne 2)

Ce montant se décompose de la manière suivante

(en euros)

- recettes fiscales et générales courantes :	7.938.750.000
- recettes fiscales et générales en capital :	75.000

Art. 8. Les recettes budgétaires de l'année 2010 s'élèvent à 7.930.159.950,07 euros (annexe tableau 2.2.2 colonne 4).

Ce montant se décompose de la manière suivante :

(en euros)

- recettes fiscales et générales courantes :	7.930.071.636,83
- recettes fiscales et générales en capital :	88.313,24

Art. 9. Les droits constatés à recouvrer à la clôture de l'année budgétaire s'élèvent à 0 euros (annexe tableau 2.2.2 colonne 5)

Ce montant se décompose de la manière suivante

a. droits annulés ou portés en surséance indéfinie (annexe tableau 2.2.2 colonne 6)

(en euros)

- recettes fiscales et générales courantes :	
- recettes fiscales et générales en capital :	

b. droits reportés à l'année budgétaire 2011 (annexe tableau 2.2.2 colonne 7)

- recettes fiscales et générales courantes :	
- recettes fiscales et générales en capital :	

§ 2 Fixation des crédits de dépenses

Art. 10. Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 2010 ont accordé 8.766.771.000 euros pour l'ordonnement des dépenses et les ont répartis de la manière suivante :

(annexe tableau 2.2.3 colonne 2).

(en euros)

Crédits d'ordonnement	61.123.000
Crédits non dissociés	8.705.648.000

Art. 11. Les autorisations de dépenses résultant de l'article 10 sont augmentées des crédits reportés de l'année budgétaire précédente pour un montant de 245.871.955,92 euros en vertu des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 se décomposant comme suit (annexe tableau 2.2.4 colonne 3):

Crédits d'ordonnement	
Crédits non dissociés	245.871.955,92

Art. 12. - En vertu des articles 10 et 11 qui précèdent, le total des autorisations de dépenses allouées disponibles pour l'année budgétaire 2010 s'élève à 9.012.642.955,92 euros (annexe tableau 2.2.3, colonne 4). Ces autorisations de dépenses se répartissent comme suit :

(en euros)

Crédits d'ordonnement	61.123.000
Crédits non dissociés	8.951.519.955,92

§ 3 Fixation de la situation des dépenses

Art. 13. Les dépenses imputées à charge de l'année budgétaire 2010 se montent à 8.677.023.760,62 euros (annexe tableau 2.2.3, colonnes 5,6 et 7), se répartissant entre :

	Prestations d'années antérieures	Prestations d'années courantes	Dépenses totales
Crédits d'ordonnement	18.624.772,69	39.545.139,29	58.169.908,98
Crédits non dissociés	150.035.754,42	8.468.818.097,22	8.618.853.851,64
total	168.660.527,11	8.508.363.233,51	8.677.023.760,62

Art. 14. De ce montant, il a été justifié à la Cour des Comptes un montant de 8.677.023.760,62 euros dont :

Crédits d'ordonnement	58.169.908,98
Crédits non dissociés	8.618.853.851,64

(annexe tableau 2.2.3, colonne 8)

Art. 15. Il résulte de la comparaison des articles 13 et 14 qu'il n'y a aucune dépense à régulariser en application de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 (annexe tableau 2.2.3, colonne 9).

§ 4 Règlement des crédits

Art. 16. La comparaison entre les autorisations de dépenses (article 12) et les opérations imputées (article 13) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 2010 de 335.619.195,30 euros se répartissant comme suit :

Crédits d'ordonnement	2.953.091,02
Crédits non dissociés	332.666.104,28

Art. 17. Aucune dépense n'a été effectuée au-delà des crédits disponibles.

Art. 18. Par suite des dispositions contenues dans les articles 16 et 17, le montant des crédits disponibles au 31 décembre 2010 comprend :

(annexe tableau 2.2.3, colonnes 11 et 12).

(En euros)

	Crédits d'ordonnement	Crédits non dissociés	total
Crédits à annuler	2.953.091,02	88.393.157,47	91.346.248,49
Crédits à reporter à l'année budgétaire suivante		244.272.946,81	244.272.946,81

§ 5 Résultat général des recettes et des dépenses du budget 2010

Art. 19. Le résultat général du budget de l'année budgétaire 2010 se présente comme suit :

Les recettes s'élèvent à 7.930.159.950,07 euros

Les dépenses s'élèvent à 8.677.023.760,62 euros

En conclusion, compte non tenu des crédits variables et de la section particulière,

Les dépenses excèdent les recettes de 746.863.810,55 euros

CHAPITRE III. — Recettes et dépenses relatives aux fonds budgétaires (crédits variables)

§ 1. Fixation des recettes affectées

Art. 20. Les recettes imputées de cette nature s'élèvent pour l'année budgétaire 2010 à 99.786.857,25 euros (annexe tableau 2.2.2 recettes affectées colonne 4) dont

Recettes courantes	99.576.141,17
Recettes en capital	210.716,08

§ 2. Fixation des fonds budgétaires (crédits variables) d'ordonnement

Art. 21. Les crédits variables d'ordonnement affectés pour les ordonnancements de l'année budgétaire 2010 s'élèvent à 99.786.857,25 (annexe tableau 2.2.4 ordonnancements colonne 3)

Le solde de départ au 1 janvier 2010 étant de 89.819.133,69 euros le disponible en ordonnancement sur les crédits variables s'élève à 189.605.990,94 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancement colonne 4).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les articles 5,15,27, 39,40, et 47 du décret du 17 décembre 2009 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2010 ont autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 3. Fixation des dépenses à charge des crédits variables

Art. 22. Les ordonnancements imputés à charge des crédits variables d'ordonnement de l'année budgétaire 2010 s'élèvent à 86.565.456,60 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancements colonne 5).

Art. 23. Par suite des dispositions contenues dans les articles 21 et 22 ci-dessus, le disponible en ordonnancements – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 2010 à 103.040.534,34 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancements colonne 6) . Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE IV. — Recettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget

Art. 24. Les décrets budgétaires de l'année 2010 ont évalué les recettes et dépenses pour la section particulière du budget de la Communauté française ainsi qu'il suit : (en euros)

- Recettes	0
- Dépenses	0

(annexe tableau 2.2.5 colonnes 2,3).

Art. 25. Le solde disponible au 1^{er} janvier 2010 s'élevait à - 2.923.724,08 euros (annexe tableau 2.2.5 colonne 8)

Aucune recette n'a été encaissée (annexe tableau 2.2.5, colonne 4)

Art. 26. Aucune dépense n'a été imputée (annexe tableau 2.2.5, colonne 5).

Il n'existe donc aucune dépense restant à régulariser pour lesquelles il est fait application de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 (annexe tableau 2.2.5, colonne 6).

Art. 27. La différence entre les recettes perçues et les dépenses imputées dans l'année budgétaire s'élève à 0 euros (annexe tableau 2.2.5, colonne 7).

Compte tenu du total disponible pour les dépenses de l'année budgétaire 2010, tel que déterminé à l'article 25 et des dépenses reprises à l'article 26, le solde disponible au 31 décembre 2010 à la section particulière du budget de la Communauté française s'établit à - 2.923.724,08 euros (annexe tableau 2.2.5 colonne 10). Il sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE V. — *Résultat global*

Art. 28. Tous services réunis, budget, crédits variables et section particulière, compte tenu des articles 19, 21, 22 et 27 du présent décret, le résultat global du budget 2010 se présente comme suit (en euros) :

Budget sensu stricto : - 746.863.810,55

Crédits variables : + 13.221.400,65

Section particulière : 0

Total : - 733.642.409,90

DEUXIEME PARTIE. — OPERATIONS EFFECTUEES EN EXECUTION DES BUDGETS DES SERVICES A GESTION SEPARÉE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

CHAPITRE I. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution des budgets des services à gestion séparée du ministère de la Communauté française*

§ 1^{er} fixation des recettes

Art. 29. Les prévisions de recettes annuelles s'élèvent à 400.928.776,14 euros.

Les recettes pour l'année budgétaire 2010 s'élèvent à 465.398.050,70 euros.

Le solde disponible au 1^{er} janvier de l'année s'élève à 361.266.121,31 euros.

Les recettes de l'année et le disponible au 1^{er} janvier constituent un disponible pour les dépenses de l'année 2010 de 822.341.874,55 euros.

§ 2 .fixation des dépenses

Art. 30. Les prévisions de dépenses s'élèvent à 361.929.455,33 euros.

Les dépenses sont fixées à la somme de 542.590.424,28 euros.

§ 3. résultat budgétaire

Art. 31. Par suite des articles 29 et 30, le résultat budgétaire de l'année est fixé au montant de -77.192.373,58 euros.

Le disponible au 31 décembre 2010 est fixé au montant de 284.073.747,73 euros ; Il sera reporté à l'exercice budgétaire suivant.

TROISIEME PARTIE. — ORGANISMES D'INTERET PUBLIC DE LA CATEGORIE A

Wallonie-Bruxelles –International (WBI)

• RECETTES

Les prévisions, à 67.837.796,00

Les recettes imputées, à 66.980.158,29

La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à 857.637,71

• DEPENSES

Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à 78.112.957,00

Les dépenses imputées, à 66.025.258,76

• RESULTAT

Le résultat des recettes et des dépenses du C.G.R.I., à 954.899,53

- soit les recettes de l'année, de 66.980.158,29

- moins les dépenses, de 66.025.258,76

Fonds d'égalisation des budgets (Fonds)

• RECETTES

Les prévisions, à 0

Les recettes imputées, à 0

La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à 0

Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à	6.000.000
Les dépenses imputées, à	6.000.000
Le montant des crédits à annuler, à	0
• RESULTAT	
Le résultat des recettes et des dépenses du Fonds, à	-6.000.000
- soit les recettes de l'année, de	0
- moins les dépenses, de	6.000.000

Conformément à l'article 6 § 3 de la loi du 16 mars 1954, les comptes des organismes de la catégorie A sont établis sous l'autorité du ministre dont ils relèvent et font l'objet d'un projet de règlement du budget.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 avril 2020.

P.-Y. JEHOLET,
Ministre-Président

Fr. DAERDEN,
Vice-Président et Ministre du Budget,
de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur WBE

B. LINARD,
Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance,
de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes

V. GLATIGNY,
Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

C. DESIR,
Ministre de l'Éducation

—
Note

(1) *Session 2019-2020*

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 61-1. – Rapport de commission, n°61-2. – Texte adopté en séance plénière, n° 61-3.

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 27 avril 2020.

165 (2014-2015) — N° 1

(16)

COMPTE D'EXECUTION DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNEE 2010
ET RESULTATS A INSERER DANS LES PROJETS DE DECRET DE REGLEMENT DEFINITIF
DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNEE 2010 / 15

ANNEXE 2.2 - TABLEAUX RELATIFS AU COMPTE D'EXÉCUTION DU BUDGET DES
SERVICES D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

- 2.2.1 Engagements à la charge des crédits dissociés
- 2.2.2 Compte d'exécution du budget des recettes
- 2.2.3 Compte d'exécution du budget des dépenses
- 2.2.4 Compte d'exécution des recettes, des engagements et des ordonnancements des
crédits variables
- 2.2.5 Compte d'exécution des recettes et des ordonnancements de la section
particulière

(17)

165 (2014-2015) — N° 1

COMPTE D'EXECUTION DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNEE 2010
 ET RESULTATS A INSERER DANS LES PROJETS DE DECRET DE REGLEMENT DEFINITIF
 DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNEE 2010 / 16

2.2.1. ENGAGEMENTS À LA CHARGE DES CRÉDITS DISSOCIÉS

Budget	Crédits affectés par décrets	Crédits reportés de l'année précédente	Total des crédits	Engagements comptabilisés pendant l'année	DIFFÉRENCE ENTRE LES CRÉDITS ET LES ENGAGEMENTS COMPTABILISÉS		
					Engagements excédant les crédits	Crédits disponibles	Crédits reportés à l'année suivante
Chapitre I - Services généraux	3.638.000,00	-	3.638.000,00	3.638.000,00	-	0,00	0,00
Chapitre II - Santé, Affaires sociales, Culture, Audiovisuel et Sport	49.340.000,00	-	49.340.000,00	42.154.527,40	-	7.185.472,60	7.185.472,60
Chapitre III - Éducation, Recherche et Formation	34.147.000,00	-	34.147.000,00	33.808.533,33	-	338.466,67	338.466,67
Chapitre IV - Dette	-	-	-	-	-	-	-
Chapitre V - Dotations	-	-	-	-	-	-	-
BUDGET GÉNÉRAL	87.125.000,00	-	87.125.000,00	79.601.060,73	-	7.523.939,27	7.523.939,27

COMPTE D'EXECUTION DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNEE 2010
 ET RESULTATS A INSERER DANS LES PROJETS DE DECRET DE REGLEMENT DEFINITIF
 DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNEE 2010 / 17

2.2.2. COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES

NATURE DES RECETTES	SITUATION DES RECETTES					
	Prévisions	Droits constatés	Recettes imputées	Différence entre droits constatés et recettes imputées	À annuler ou à porter en surseance indéfinie	Droits reportés
Recettes courantes						
Recettes fiscales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes générales	7.938.750.000,00	7.930.071.636,83	7.930.071.636,83	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	102.356.000,00	99.576.141,17	99.576.141,17	0,00	0,00	0,00
Total / recettes courantes	8.041.106.000,00	8.029.647.778,00	8.029.647.778,00	0,00	0,00	0,00
Recettes en capital						
Recettes fiscales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes générales	75.000,00	88.313,24	88.313,24	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	605.000,00	210.716,08	210.716,08	0,00	0,00	0,00
Total / recettes en capital	680.000,00	299.029,32	299.029,32	0,00	0,00	0,00
Total recettes fiscales et générales	7.938.825.000,00	7.930.159.950,07	7.930.159.950,07	0,00	0,00	0,00
Total recettes affectées	102.961.000,00	99.786.857,25	99.786.857,25	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL	8.041.786.000,00	8.029.946.807,32	8.029.946.807,32	0,00	0,00	0,00

(19)

165 (2014-2015) — N° 1

COMPTE D'EXECUTION DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNEE 2010
ET RESULTATS A INSERER DANS LES PROJETS DE DECRET DE REGLEMENT DEFINITIF
DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNEE 2020 / 18

2.2.3. COMPTE D'EXECUTION DES DEPENSES

	ALLOCATIONS DES CREDITS			SITUATION DES DEPENSES					REGLEMENT DES CREDITS		
	Crédits affectés par décret	Crédits reportés	Crédits totaux	Prévisions des années antérieures	Opérations imputées Prestataires de l'année	Dépenses totales	Paielements effectués ou régularisés	Paielements restants à régulariser	Crédits complémentaires (aires 1)	Crédits reportés à l'année budgétaire 2011	Crédits non utilisés à annuler
I Services Généraux	400.990.000,00	33.027.126,56	434.017.126,56	10.984.265,68	365.637.216,22	376.821.482,10	376.821.482,10	0,00	0,00	38.885.488,41	18.300.156,05
a) crédits non dissociés	9.471.000,00	0,00	9.471.000,00	6.176.140,78	3.294.859,22	9.471.000,00	9.471.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
b) crédits d'ordonnement	1.071.272.000,00	76.541.854,93	1.147.813.854,93	67.454.019,43	1.008.529.249,57	1.076.983.289,60	1.076.983.289,60	0,00	0,00	65.284.727,91	5.545.858,92
II Culture et Affaires sociales	21.167.000,00	0,00	21.167.000,00	12.369.679,06	7.947.207,53	20.316.886,59	20.316.886,59	0,00	0,00	0,00	850.113,41
a) crédits non dissociés	6.540.568.000,00	116.570.667,99	6.657.138.667,99	68.509.107,90	6.420.070.908,76	6.468.580.016,66	6.468.580.016,66	0,00	0,00	120.661.687,26	47.906.984,07
b) crédits d'ordonnement	30.485.000,00	0,00	30.485.000,00	78.952,95	28.303.095,54	28.382.022,39	28.382.022,39	0,00	0,00	0,00	2.102.977,61
IV Dette publique	165.367.000,00	19.732.212,92	185.099.212,92	3.088.361,21	145.919.722,67	149.008.083,88	149.008.083,88	0,00	0,00	19.451.044,13	16.610.084,81
V Dotations à la RW et à la COCOF	527.461.000,00	93,62	527.461.093,62	0,00	527.461.000,00	527.461.000,00	527.461.000,00	0,00	0,00	0,00	93,62
Totaux	8.705.646.000,00	245.871.955,92	8.951.517.955,92	150.035.754,42	8.468.818.097,22	8.618.563.851,64	8.618.563.851,64	0,00	0,00	244.272.946,81	88.393.157,47
a) crédits non dissociés	61.123.000,00	0,00	61.123.000,00	18.624.772,69	38.545.136,29	58.169.908,98	58.169.908,98	0,00	0,00	0,00	2.953.091,02
b) crédits d'ordonnement	8.766.771.000,00	245.871.955,92	9.012.642.955,92	168.660.527,11	8.508.363.233,51	8.677.023.760,62	8.677.023.760,62	0,00	0,00	244.272.946,81	91.346.249,49

(1) A abouir par le décret de règlement définitif du budget pour dépenses faites au-delà des crédits

165 (2014-2015) — N° 1

(20)

COMPTE D'EXECUTION DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNEE 2020
ET RESULTATS A INSERER DANS LES PROJETS DE DECRET DE REGLEMENT DEFINITIF
DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNEE 2020 / 19

2.2.4. COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES, DES ENGAGEMENTS ET DES ORDONNANCEMENTS DES CRÉDITS VARIABLES

ENGAGEMENTS	RECETTES			Engagements	Disponible en engagement au 31.12.2010
	Solde reporté (et réductions de visa)	Recettes de l'année	Disponible		
I Services généraux	16.424.271,20	28.859.172,32	45.283.443,52	34.780.047,96	10.503.395,56
II Culture et Affaires sociales	21.348.943,67	36.862.126,39	58.795.133,53	30.441.493,69	28.353.639,84
III Éducation, Recherche et Formation	39.244.703,74	34.065.558,54	73.310.262,28	28.346.549,00	44.963.713,28
TOTAL	77.017.918,61	99.786.857,25	177.388.839,33	93.568.090,65	83.820.748,68

ORDONNANCEMENTS	RECETTES			Ordonnancements	Disponible en ordonnancement au 31.12.2010
	Solde reporté	Recettes de l'année	Disponible		
I Services généraux	16.465.827,99	28.859.172,32	45.325.000,31	34.740.047,96	10.584.952,35
II Culture et Affaires sociales	29.664.784,20	36.862.126,39	66.526.910,59	26.279.288,21	40.247.622,38
III Éducation, Recherche et Formation	43.688.521,50	34.065.558,54	77.754.080,04	25.546.120,43	52.207.959,61
TOTAL	89.819.133,69	99.786.857,25	189.605.990,94	86.565.456,60	103.040.534,34

(21)

165 (2014-2015) — N° 1

COMPTE D'EXECUTION DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNEE 2010
 ET RESULTATS A INSERER DANS LES PROJETS DE DECRET DE REGLEMENT DEFINITIF
 DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNEE 2010 / 20

2.2.5. COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES ET DES ORDONNANCEMENTS DE LA SECTION PARTICULIERE

Budgets	Prévisions		Opérations comptabilisées				Soldes cumulés		Soldes à reporter à l'exercice 2011
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses		Solde	Au 01.01.2010	Au 31.12.2010	
				Totales	Restant à régulariser				
Éducation, Recherche et Formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-2.923.724,08	-2.923.724,08	-2.923.724,08
TOTAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-2.923.724,08	-2.923.724,08	-2.923.724,08

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2020/30911]

**27 APRIL 2020. — Decreet houdende de eindregeling van de
begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2010 (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:
EERSTE DEEL. — DIENSTEN ALGEMEEN BESTUUR VAN HET MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP
BEGROTINGSJAAR 2010

HOOFDSTUK I. — *Vastleggingen verricht ter uitvoering van de begroting*

§ 1. Vaststelling van de gesplitste vastleggingskredieten

Artikel 1. De vastleggingskredieten toegekend per begrotingsdecreten voor het begrotingsjaar 2010, bedragen 87.125.000 euro (bijlage tabel 2.2.1, kolom 2)

§ 2 Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de gesplitste kredieten

Art. 2. De uitgavenvastleggingen aangerekend ten laste van deze kredieten bedragen 79.601.060,73 euro (bijlage tabel 2.2.1, kolom 5)

Art. 3. De op het einde van het begrotingsjaar beschikbare vastleggingskredieten bedragen 7.523.939,27 euro (bijlage tabel 2.2.1, kolom 7). Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, wordt dit bedrag geannuleerd (bijlage tabel 2.2.1, kolom 9).

§ 3. Vaststelling van de vastleggingsbegrotingsfondsen (variabele kredieten)

Art. 4. De variabele vastleggingskredieten aangewend voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 2010 bedragen 99.786.857,25 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen, kolom 3).

Daar het beginsaldo op 1 januari 2010, verhoogd met verminderingen van visa op vorige jaren, + 77.017.918,61 euro bedroeg (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen, kolom 2), bedragen de beschikbare vastleggingen ten laste van de variabele kredieten voor het jaar 2010 177.388.839,33 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen kolom 4)

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, hebben de artikelen 5, 15, 27, 39, 40 en 47 van het decreet van 17 december 2009 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2010 thesaurievoorschotten en de debettoestand van sommige variabele kredieten toegelaten.

§ 4. Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de begrotingsfondsen (variabele kredieten)

Art. 5. De uitgavenvastleggingen ten laste van de variabele vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 2010 bedragen 93.568.090,65 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen, kolom 5)

Art. 6. Naar aanleiding van de bepalingen van de artikelen 4 en 5 hierboven, bedragen de beschikbare vastleggingen – variabele kredieten op het einde van het begrotingsjaar 2010 83.820.748,68 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen, kolom 6) .

Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK II. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begroting*

§ 1 Vaststelling van de ontvangsten

Art. 7. De voorziene ontvangsten ten bate van de Franse Gemeenschap bedragen voor het begrotingsjaar 2010 een som van 7.938.825.000 euro (bijlage tabel 2.2.2 kolom 2)

Dit bedrag bestaat uit: (in euro)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten	7.938.750.000
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten	75.000

Art. 8. De begrotingsontvangsten van het jaar 2010 bedragen 7.930.159.950,07 euro (bijlage tabel 2.2.2 kolom 4). Dit bedrag bestaat uit: (in euro)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten	7.930.071.636,83
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten	88.313,24

Art. 9. De vastgestelde rechten nog te innen bij de afsluiting van het begrotingsjaar bedragen 0 euro (bijlage tabel 2.2.2 kolom 5)

Dit bedrag bestaat uit :

a. geannuleerde of in onbepaald uitstel gebrachte rechten (bijlage tabel 2.2.2 kolom 6) (in euro)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten	
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten	

b. naar het begrotingsjaar 2011 overgedragen rechten (bijlage tabel 2.2.2 kolom 7)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten	
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten	

§ 2 Vaststelling van de uitgavenkredieten

Art. 10. De begrotingsdecreten betreffende het begrotingsjaar 2010 hebben de som van 8.766.771.000 euro voor de ordonnancerings van de uitgaven toegekend en verdeeld op de volgende wijze:

(bijlage tabel 2.2.3, kolom 2).

(in euro)

Ordonnanceringskredieten	61.123.000
Niet-gesplitste kredieten	8.705.648.000

Art. 11. Die uitgavenmachtigingen voortvloeiend uit artikel 10 worden vermeerderd met de kredieten overgedragen van het vorige begrotingsjaar voor een bedrag van 245.871.955,92 euro krachtens de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991 verdeeld als volgt (bijlage tabel 2.2.4 kolom 3) :

Ordonnanceringskredieten	
Niet-gesplitste kredieten	207.844.702,67

Art. 12. Krachtens de vorige artikelen 10 en 11 bedragen de toegekende beschikbare totaaluitgavenmachtigingen voor het begrotingsjaar 2010 de som van 8.562.512.702,67 euro (bijlage tabel 2.2.3 kolom 4). Deze uitgavenmachtigingen worden verdeeld als volgt (in euro)

Ordonnanceringskredieten	61.123.000
Niet-gesplitste kredieten	8.951.519.955,92

§ 3 Vaststelling van de uitgaventoestand

Art. 13. De uitgaven aangerekend ten laste van het begrotingsjaar 2010 bedragen 8.677.023.760,62 euro (bijlage tabel 2.2.3, kolommen 5, 6 en 7), onderverdeeld in:

	Prestaties van vroegere jaren	Prestaties van lopende jaren	Totale uitgaven
Ordonnanceringskredieten	18.624.772,69	39.545.139,29	58.169.908,98
Niet-gesplitste kredieten	150.035.754,42	8.468.818.097,22	8.618.853.851,64
Totaal	168.660.527,11	8.508.363.233,51	8.677.023.760,62

Art. 14. Van dit bedrag werd aan het Rekenhof verantwoording afgelegd voor een bedrag van 8.677.023.760,62 euro waarvan:

Ordonnanceringskredieten	58.169.908,98
Niet-gesplitste kredieten	8.618.853.851,64

(bijlage tabel III, kolom 8)

Art. 15. Uit de vergelijking van de artikelen 13 en 14 blijkt dat er geen uitgave is die geregulariseerd moet worden met toepassing van artikel 79 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991 (bijlage tabel 2.2.3, kolom 9).

§ 4 Regeling van de kredieten

Art. 16. De vergelijking tussen de uitgavenmachtigingen (artikel 12) en de aangerekende verrichtingen (artikel 13) doet een verschil uitkomen voor het begrotingsjaar 2010 van 335.619.195,30 euro onderverdeeld als volgt :

Ordonnanceringskredieten	2.953.091,02
Niet-gesplitste kredieten	332.666.104,28

Art. 17. Er werd geen uitgave verricht boven de beschikbare kredieten.

Art. 18. Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 16 en 17, bestaat het bedrag van de op 31 december 2010 beschikbare kredieten uit:

(bijlage tabel 2.2.3, kolommen 11 en 12).

(in euro)

	Ordonnanceringskredieten	Niet-gesplitste kredieten	Totaal
Te annuleren kredieten	2.953.091,02	88.393.157,47	91.346.248,49
Naar het volgende begrotingsjaar over te dragen kredieten		244.272.946,81	244.272.946,81

§ 5 Algemeen ontvangsten- en uitgavenresultaat van de begroting 2010

Art. 19. Het algemeen resultaat van de begroting voor het begrotingsjaar 2010 wordt als volgt opgesteld:

De ontvangsten bedragen 7.930.159.950,07 euro

De uitgaven bedragen 8.677.023.760,62 euro

Als conclusie, indien geen rekening wordt gehouden met de variabele kredieten en de afzonderlijke sectie, overtreffen de uitgaven de ontvangsten met 746.863.810,55 euro

HOOFDSTUK III. — *Ontvangsten en uitgaven betreffende de begrotingsfondsen (variabele kredieten)*

§ 1. Vaststelling van de aangewende ontvangsten

Art. 20. De aangerekende ontvangsten van deze aard bedragen voor het begrotingsjaar 2010 de som van 99.786.857,25 euro (bijlage tabel 2.2.2 aangewende ontvangsten kolom 4) waarvan

Lopende ontvangsten	99.576.141,17
Kapitaalontvangsten	210.716,08

§ 2. Vaststelling van de ordonnanceringsbegrotingsfondsen (variabele kredieten)

Art. 21. De openstaande en aangewende variabele ordonnanceringskredieten voor de ordonnancerings van het begrotingsjaar 2010 bedragen 99.786.857,25 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnancerings, kolom 3)

Daar het beginsaldo op 1 januari 2010 89.819.133,69 euro bedroeg, bedragen de beschikbare ordonnancerings op de variabele kredieten 189.605.990,94 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnancerings, kolom 4)

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, hebben de artikelen 5, 15, 27, 39, 40 en 47 van het decreet van 17 december 2009 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2010 thesaurievoorschotten en de debettoestand van sommige variabele kredieten toegelaten.

§ 3. Vaststelling van de uitgaven ten laste van de variabele kredieten

Art. 22. De ordonnancerings aangerekend ten laste van de variabele ordonnanceringskredieten van het begrotingsjaar 2010 bedragen 86.565.456,60 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnancerings kolom 5).

Art. 23. Naar aanleiding van de bepalingen van de artikelen 21 en 22 hierboven, bedragen de beschikbare ordonnancerings – variabele kredieten op het einde van het begrotingsjaar 2010 103.040.534,34 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnancerings kolom 6) .Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK IV. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting*

Art. 24. De begrotingsdecreten van het jaar 2010 hebben de ontvangsten en uitgaven voor de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap geraamd als volgt: (in euro)

- Ontvangsten	0
- Uitgaven	0

(bijlage tabel 2.2.5, kolommen 2, 3).

Art. 25. Het saldo dat beschikbaar is op 1 januari 2010 bedroeg 2.923.724,08 euro (bijlage tabel 2.2.5 kolom 8).

Er werd geen ontvangst geboekt (bijlage tabel 2.2.5 kolom 4).

Art. 26. Er werd geen uitgave aangerekend (bijlage tabel 2.2.5 kolom 5).

Er zijn dus geen uitgaven die nog moeten worden geregulariseerd en waarvoor artikel 79 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit van toepassing is (bijlage tabel 2.2.5, kolom 6).

Art. 27. Het verschil tussen de ontvangsten en de uitgaven van het begrotingsjaar bedraagt 0 euro (bijlage tabel 2.2.5, kolom 7).

Rekening houdend met het beschikbaar saldo van de uitgaven van het begrotingsjaar 2010, zoals bepaald in artikel 25 en de uitgaven opgenomen in artikel 26, bedraagt het op 31 december 2010 in de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap beschikbaar saldo -2.923.724,08 euro (bijlage tabel 2.2.5 kolom 10). Het wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK V. — *Globaal resultaat*

Art. 28. Alle diensten samen, begroting, variabele kredieten en afzonderlijke sectie, rekening houdend met de artikelen 19, 21, 22 en 27 van dit decreet, geeft het globaal resultaat van de begroting 2010 (in euro):

Begroting sensu stricto : -746.863.810,55

Variabele kredieten : + 13.221.400,65

Afzonderlijke sectie : 0

Totaal : -733.642.409,90

TWEEDE DEEL. — VERRICHTINGEN TER UITVOERING VAN DE
BEGROTINGEN VAN DE DIENSTEN MET AFZONDERLIJK BEHEER VAN DE FRANSE GEMEENSCHAPHOOFDSTUK I. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de
begrotingen van de diensten met afzonderlijk beheer van het ministerie van de Franse Gemeenschap*

§ 1 Vaststelling van de ontvangsten

Art. 29. De vooruitzichten voor de jaarlijkse ontvangsten bedragen 400.928.776,14 euro

De ontvangsten voor het begrotingsjaar 2010 bedragen 465.398.050,70 euro.

Het beschikbare saldo op 1 januari van het jaar bedraagt 361.266.121,31 euro.

De ontvangsten van het jaar en het beschikbare saldo op 1 januari vormen een saldo voor de uitgaven van 2010 van 822.341.874,55 euro.

§ 2. Vaststelling van de uitgaven

Art. 30. De vooruitzichten voor de uitgaven bedragen 361.929.455,33 euro.

De uitgaven bedragen 542.590.424,28 euro.

§ 3. Begrotingsresultaat

Art. 31. Naar aanleiding van de artikelen 29 en 30, wordt het begrotingsresultaat van het jaar vastgelegd op het bedrag van 77.192.373,58 euro.

Het beschikbare bedrag op 31 december 2010 is de som van 284.073.747,73 euro; het wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

DEEL DRIE. — "CATEGORIE A" INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT

Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen (C.G.R.I.)

• ONTVANGSTEN

De vooruitzichten op 67.837.796,00

De aangerekende ontvangsten bedragen 66.980.158,29

Het verschil tussen de vooruitzichten en de in rekening gebrachte ontvangsten bedraagt 857.637,71

• UITGAVEN

De kredieten die bij de begrotingsdecreten zijn toegewezen, bedragen 78.112.957,00

De aangerekende kosten bedragen 66.025.258,76

• RESULTAAT

Het resultaat van de ontvangsten en uitgaven van het C.G.R.I., op 954.899,53

- d.w.z. de jaarontvangsten van 66.980.158,29

- verminderd met de uitgaven, van 66.025.258,76

Begroting Egalisatiefonds (Fonds)

• ONTVANGSTEN

De vooruitzichten op 0

Aangerekende ontvangsten op 0

Het verschil tussen de vooruitzichten en de in rekening gebrachte ontvangsten, op 0

Kredieten die bij begrotingsdecreten zijn toegewezen, op 6.000.000

Aangerekende uitgaven, op 6.000.000

Het bedrag van de te annuleren kredieten, op 0

• RESULTAAT

Het resultaat van de ontvangsten en uitgaven van het Fonds, op -6.000.000

- of de ontvangsten van het jaar, 0

- minus de uitgaven, vanaf 6.000.000

Overeenkomstig artikel 6, § 3, van de wet van 16 maart 1954 worden de rekeningen van de instellingen van categorie A opgesteld onder het toezicht van de minister waaronder zij ressorteren en maken zij het voorwerp uit van een ontwerp van begrotingsregeling.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 27 april 2020.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke Kansen en belast met het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",
Fr. DAERDENDe Vice-President en Minister van Kind,
Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie,
Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY
De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

Nota

(1) *Zitting 2019-2020*

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 61-1. - Commissieverslag, nr. 61-2. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 61-3.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 27 april 2020.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[2020/30912]

27 AVRIL 2020. — Décret contenant le règlement définitif du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 2011 (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE. — SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

ANNEE BUDGETAIRE 2011

CHAPITRE I^{er}. — Engagements effectués en exécution du budget

§ 1^{er}. Fixation des crédits dissociés d'engagement

Article 1^{er}. Les crédits d'engagement alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 2011, s'élèvent à 104.878.000 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 2)

§ 2 Fixation des engagements à charge des crédits dissociés

Art. 2. Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 102.127.458,63 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 5).

Art. 3. Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 2.750.541,37 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 7). Conformément aux dispositions des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, ce montant est annulé. (annexe tableau 2.2.1 colonne 9).

§ 3. Fixation des fonds budgétaires (crédits variables) d'engagement

Art. 4. Les crédits variables d'engagement affectés pour les engagements de l'année budgétaire 2011 s'élèvent à 69.118.753,78 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 3).

Le solde de départ au 1^{er} janvier 2011, augmenté des réductions de visas sur années antérieures étant de + 83.820.748,68 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 2), le disponible en engagements à charge des crédits variables s'élève pour l'année 2011 à 156.858.531,20 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 4).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, l'article 16 du décret du 15 décembre 2010 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2011 a autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 4. Fixation des engagements à charge des fonds budgétaires (crédits variables)

Art. 5. Les engagements de dépenses à charge des crédits variables d'engagement de l'année budgétaire 2011 s'élèvent à 90.621.898,15 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 5)

Art. 6. Par suite des dispositions contenues dans les articles 4 et 5 ci-dessus, le disponible en engagement – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 2011 à 66.236.633,05 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 6).

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE II. — Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget

§ 1^{er} Fixation des recettes

Art. 7. Les prévisions de recettes en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 2011 à la somme de 8.729.472.000 euros (annexe tableau 2.2.2 colonne 2)

Ce montant se décompose de la manière suivante

(en euros)

- recettes fiscales et générales courantes	8.729.397.000
- recettes fiscales et générales en capital :	75.000

Art. 8. Les recettes budgétaires de l'année 2011 s'élèvent à 8.719.218.655,56 euros (annexe tableau 2.2.2 colonne 4).